



RENDU EXECUTOIRE LE

1 9 DEC. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le
ID : 088-228600011-20231213-23_A_SE_0386-AR

S²LO

DGAS
Service des Etablissements
39 Rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0386**du 1 3 DEC. 2023**

portant cession de l'autorisation de
fonctionnement du Service Autonomie à Domicile
(SAD), géré par l'Association de Gestion pour un
Maintien Personnalisé à Domicile (AGMPD), au
profit de l'association Aide aux Mères et aux
Familles - UNA 86

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.313-1 et
D.313-10-8,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 3224-
1 et L.3221-9,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société
au vieillissement ;

VU le Schéma des Solidarités 2020-2024 adopté par délibération du Conseil
Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;


VU l'arrêté N° 2021-A-DGAS-DHV-SSP-0005 du 10 septembre 2021 relatif à
l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)
géré par l'Association de Gestion pour un Maintien Personnalisé à Domicile (AGMPD) ;

VU l'arrêté N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0181 du 14 mars 2022 portant renouvellement
de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)
délivré à l'association Aides aux Mères et aux familles – UNA 86 ;

VU l'arrêté N° 2023-A-DGAS-DA-SSP-0009 du 02 novembre 2023 mettant fin à
l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)
géré par l'Association de Gestion pour un Maintien Personnalisé à Domicile ;

VU le traité de fusion entre l'association AMF UNA 86 et l'association AGMPD du
27 septembre 2023 actant de la fusion et absorption de l'AGMPD à la date du 30 juin 2023 ;

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231213-23_A_SE_0386-AR



VU le dossier de demande de cession d'autorisation du SAAD par l'association AGMPD à l'association AMF UNA 86, reçu le 22 novembre 2023 et considéré comme complet le 27 novembre 2023;

CONSIDERANT que le cessionnaire, l'association AMF UNA86, remplit les conditions pour gérer le Service Autonomie à Domicile dans le respect et dans la continuité de l'autorisation délivrée à l'association AGMPD et s'est engagé au respect des conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II. de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRÊTE :

Article 1 : L'autorisation accordée à l'Association de Gestion pour un Maintien Personnalisé à Domicile (AGMPD), domiciliée 22 place Philippe Le Bel à Poitiers (86 000) par arrêté N°2021-A-DGAS-DHV-SSP-005 est cédée à l'Association Aides aux Mères et aux familles à Domicile de la Vienne - UNA86, domiciliée aux 62 avenue du plateau des Glières à Poitiers (86000), à compter du 1^{er} décembre 2023, conformément au traité de fusion du 27 septembre 2023.

L'Autorisation précitée est cédée sans changement.

Entité juridique : UNA 86	
N° FINESS	860782564
N° SIREN	781514021
Code statut juridique	Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique
Adresse	62 avenue du plateau des Glières 86 000 Poitiers

Article 2 : Cette cession d'autorisation ne modifie pas la durée de l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) délivrée par arrêté N° 2021-A-DGAS-DHV-SSP-0005 du 10 septembre 2021 à l'Association de Gestion pour un Maintien Personnalisé à Domicile (AGMPD) pour une durée de 15 ans.

Le renouvellement de l'autorisation reste subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles effectuée au plus tard deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité et transmise au Président du Conseil Départemental, dans les conditions fixées à l'article D. 312-204 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

- 3 -

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231213-23_A_SE_0386-AR

Article 3 : Le Service Autonomie à Domicile intervient sur le territoire des communes d'Asnières-sur-Blour, d'Availles-Limouzine, de Fleuré, de Fleix, de Jardres, de La Chapelle Viviers, de Lauthiers, de Leignes-sur-Fontaine, de Luchapt, de Millac, de Sainte-Radegonde, de Saint-Savin, de Paizay-le-Sec, de l'Isle Jourdain, de Mauprévoir, de Mouterre sur Blourde, de Pressac, de Valdivienne et sur le territoire de Grand Poitiers.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

Article 5 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Article 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le gestionnaire et la direction du service à la personne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 13 DEC. 2023

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 13/12/2023
Reçu en préfecture le 13/12/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231213-23_A_SE_0386-AR

